



**CONVENTION RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE  
LE GRAND PORT MARITIME DE ROUEN ET LE SDIS 76  
EN MATIERE DE SECURITE**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Le Grand Port Maritime de Rouen**, établissement public de l'Etat, désigné ci-après « GPMR », dont le siège social est sis 34 boulevard de Boisguilbert - 76000 ROUEN, représenté par le Président de son Directoire par intérim, Monsieur Pascal GABET

**ET**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime**, établissement public administratif, désigné ci-après « SDIS 76 » - 6, rue du verger – CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration.

D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre le GPMR et le SDIS 76 permettant de répondre à des objectifs communs relatifs à la sécurité du port de Rouen dans le cadre des articles énumérés R 5331-17 à R 5331-22 du Code des Transports.

Elle est l'aboutissement d'un travail commun entre les deux établissements ayant débuté par la réalisation d'une analyse partagée des risques générés par l'activité portuaire sur le plan d'eau.

A cette occasion, deux scénarii dimensionnant ont été identifiés concernant des paquebots fluviaux (collision entre un paquebot fluvial et une barge en Seine et incendie à bord d'un paquebot fluvial à quai).

Ces scénarii probables sont inscrits dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et sont pris en compte dans le règlement opérationnel du SDIS 76.

L'étude de ces deux événements a abouti à un constat commun : la nécessité de disposer de moyens nautiques adaptés mais surtout de moyens humains et matériels spécifiques pour y faire face, notamment en matière de lutte contre les feux de navire, de sauvetage aquatique, de lutte contre les pollutions.

Ce travail a mis en évidence la nécessité d'organiser régulièrement entre les deux établissements des actions communes d'information, de formation et de préparation à la gestion de crise.

Ces actions de formation, sous l'égide du GPMR, ont pour vocation une démarche d'amélioration continue, qui associera les autres acteurs de la Seine en fonction des besoins (exercices avec les remorqueurs incendie, les lamaneurs, et les moyens portuaires ou agréés)

La mise en œuvre de cette coopération a pour objectif de garantir par les deux établissements une réponse opérationnelle de qualité lors d'un sinistre sur le plan d'eau du GPMR.

## Article 2 – Engagements communs au GPMR et au SDIS 76

Chaque partie apporte son concours à l'autre afin d'organiser au profit de ses personnels, des séances d'informations et de formations portant sur :

- les missions, compétences et obligations du SDIS et de la Capitainerie,
- les risques associés aux interventions, sur les navires, bateaux, terminaux portuaires et plan d'eau.
- sa propre organisation interne de gestion opérationnelle des incidents ou accidents,
- les protocoles et matériels mis en œuvre dans le cadre des interventions précisées ci-dessus.

Selon les modalités convenues de concert et au cas par cas, ces séances peuvent prendre la forme :

- de réunions de travail,
- d'exposés,
- d'ateliers pratiques de mise en œuvre des protocoles applicables aux divers matériels mis en œuvre lors des interventions et notamment ceux faisant l'objet de cette convention.

Trois séances d'informations ou de formations seront programmées annuellement par le SDIS 76 en accord avec le GPMR, au profit du personnel du SDIS 76, de la capitainerie du GPMR et des services portuaires intéressés (remorquage, lamanage) en fonction des besoins.

Par ailleurs, deux exercices conjoints sur le plan d'eau seront programmés annuellement par le SDIS 76 en accord avec le GPMR.

### Article 3 – Engagements du GPMR

Dans le cadre du partenariat, le GPMR contribuera par une participation financière aux dépenses engagées par le SDIS 76 pour disposer des moyens humains et matériels adaptés à la lutte contre les sinistres survenant sur le plan d'eau (lutte contre les feux de navire, sauvetage aquatique, lutte contre les pollutions, moyens nautiques adaptés).

Pendant la durée de la convention définie à l'article 5, le GPMR s'engage à verser annuellement au SDIS 76 :

- 36 860 € HT équivalent aux annuités d'amortissement sur la durée des marchés relatifs à l'achat par le SDIS 76 des équipements spécifiques énumérés en annexe 1.
- 323 620 € HT correspondant au montant annuel des formations des spécialistes feux de navire (FDN), sauvetage aquatique de surface (SAV) et plongeurs (PLG). Ce montant correspondant aux sommes dépensées pour les formations de base et de l'accès aux spécialités et du maintien des acquis de celles-ci et détaillées comme suit :

Le montant des sommes versées annuellement est révisé par ajustement à la date anniversaire (1<sup>ER</sup> janvier) de la présente convention par application de la formule suivante dans laquelle l'indice de référence I est l'indice FSD3 « frais et services divers-modèle de référence N° 3 » publié par l'INSEE :

$$M = Mc (0.40 + 0.60 (I/I_i))$$

M - Montant de la somme annuelle à verser.

Mc = Montant de la somme telle que prévu par la convention.

I = Valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire.

I<sub>i</sub> = Valeur de l'indice au mois zéro. (Mois zéro correspondant à la date d'entrée en vigueur de la convention soit le mois de janvier 2020).

Les versements seront effectués par le GPMR à 30 jours à réception de la facture ou du titre de recette émis par le SDIS 76 par virement sur le compte n° C7630000000 96 (code établissement : 30001-code guichet : 00707) ouvert à la BDF ROUEN au nom de la Paierie Départementale de Seine-Maritime- 13 rue Malouet- 76037 Rouen Cedex au profit de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime.

### Article 4 – Engagements du SDIS 76

Dans le cadre du partenariat, le SDIS 76 s'engage à disposer de moyens humains et matériels adaptés à la lutte contre les sinistres survenant sur le plan d'eau (lutte contre les feux de navire, sauvetage aquatique, lutte contre les pollutions, moyens nautiques adaptés), notamment :

- Les équipements spécifiques listés en annexe 1,
- Des spécialistes feux de navire (FDN), sauvetage aquatique de surface (SAV) et plongeurs (PLG) ayant fait l'objet des formations de base ou de maintien des acquis listées en annexe 2 et 3.
- A effectuer les formations faisant l'objet de la convention.

Les équipements financés dans le cadre de cette convention, et énumérés en annexe 1, seront implantés à proximité du plan d'eau du GPMR :

- Les embarcations légères seront affectées sur les Cis de Caudebec-en-Caux, Le Trait, Grand-Couronne, Notre-Dame-de-Gravenchon et Duclair ;
- Le bateau d'intervention et de sauvetage (BIS) et le futur bateau d'intervention spécifique Seine seront basés au Cis de Rouen Sud.

Les formations, notamment de maintien des acquis, seront réalisées pour partie sur ou à proximité du plan d'eau du GPMR.

#### **Article 5 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause l'objet des présentes.

Chacun des cocontractants pourra résilier la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les hypothèses suivantes :

- force majeure ;
- motif d'intérêt général ;
- faute d'une gravité suffisante du cocontractant moyennant un préavis de trois mois.

En outre de ces hypothèses, chacun des cocontractants pourra mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année sans qu'il puisse être prétendu à une quelconque indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi. Dans cette hypothèse, la convention prendra fin de plein droit au terme de l'année entamée.

#### **Article 6 – Evaluation de la convention**

Le dispositif fera l'objet d'une évaluation annuelle entre les parties aux présentes dans le cadre d'une réunion. Les parties évalueront le fonctionnement du dispositif contracté. Un bilan sera dressé conjointement par les parties aux présentes, permettant ainsi de réaliser des retours sur expériences.

A l'issue de chaque année d'application des présentes, les parties examineront et réajusteront si besoin par voie d'avenant le dispositif tout en respectant l'objectif général de la présente convention.

#### **Article 7 – Responsabilité**

Seule la responsabilité du SDIS 76, de ses préposés, de l'utilisateur des équipements financés par la présente convention peut être engagée.

## **Article 8 – Règlement des litiges et attribution de compétence**

Pour tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable potentiellement par l'intermédiaire de la désignation d'un médiateur, avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de trois mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

Les parties à un contrat administratif peuvent recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal Administratif de Rouen.

Rouen, le

Le Président du Directoire par intérim  
du Grand Port Maritime de Rouen,

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service départemental d'incendie et de secours

Pascal GABET

André GAUTIER